



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2015



1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 décembre 2015, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Ecart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Evaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2015, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La juste valeur, étant le montant auquel on pourrait raisonnablement s'attendre pour la vente d'une UGT, à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.

Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Un instrument est désigné à la juste valeur par résultat uniquement quand ces conditions sont respectées :

- La désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait s'il en était autrement
- Un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux est géré, et sa performance évaluée, sur la base de la juste valeur conformément à une stratégie documentée de gestion de risques ou d'investissement.
- Les caractéristiques économiques et les risques du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés aux caractéristiques économiques et aux risques du contrat hôte (voir appendice A, paragraphes AG30 et AG33) ;

Les actifs financiers et les passifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat sont comptabilisés dans le bilan à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sur les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur sont comptabilisées en pertes ou gains dans le compte de résultat.

Les intérêts sont comptabilisés dans les produits d'intérêts et charges d'intérêts tandis que les dividendes sont comptabilisés dans les autres produits d'exploitation quand le droit au paiement est établi.

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.

En 2013, la banque a émis un emprunt à l'international de 300 millions de dollars à taux fixe. Cet emprunt est couvert par un swap de même caractéristiques que ceux de l'emprunt (un taux fixe et contre un taux variable). Cette opération est qualifiée de couverture de juste valeur. L'emprunt et le swap sont ainsi valorisés à la juste valeur par résultat.

Le changement de la juste valeur attribuable aux changements de risque de crédit correspond à un gain de 1.6 Millions de DHS. En cumulé l'impact est de 19 Millions de Dhs. Le risque de crédit propre est calculé sur la base des taux de défauts historiques et les ratings des agences de notation.

Le montant que la banque serait tenue de payer à échéance est supérieur de 27.5 Millions de Dhs par rapport au montant comptable actuel.



Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêté, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un Groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le Groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un Groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses comme suit :

Créances individuellement significatives : Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés

Les créances non individuellement significatives : La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclassement approprié à chaque classe homogène des risques.

Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondé sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté. Cette analyse permet d'identifier les Groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou de la Direction des Risques peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des watch list qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat.

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse significative du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse durable à travers l'observation d'une moins-value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle.

Pour les instruments de capitaux propres non cotés, les critères de dépréciation retenus se déclinent comme suit :

- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière du titre
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à la suite de difficultés financières des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du Produit Net Bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Compte tenu de la nature du portefeuille, le Groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.



Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE Bank Of Africa et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE Bank Of Africa et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Au 31 décembre 2015, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêt, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

h. Evaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation (modèles internes d'évaluation présentés dans la note 4.15 sur la juste valeur).

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank Of Africa.

Matrice de décomposition retenue par BMCE Bank Of Africa

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté par le biais de cabinets externes (4.15 sur la juste valeur).

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.



1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2014 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE Bank Of Africa sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.



1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	31/12/2015	déc.-14
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	10 403 090	9 966 747
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	25 760 228	28 609 790
Instruments dérivés de couverture	7 207	
Actifs financiers disponibles à la vente	6 846 572	4 891 427
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	20 971 036	16 072 610
Prêts et créances sur la clientèle	173 279 696	155 152 943
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements détenus jusqu'à leur échéance	24 559 458	18 153 337
Actifs d'impôt exigible	63 550	199 008
Actifs d'impôt différé	473 814	445 733
Comptes de régularisation et autres actifs	5 364 187	4 978 851
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	585 787	513 766
Immeubles de placement	3 035 131	835 047
Immobilisations corporelles	6 516 029	5 847 075
Immobilisations incorporelles	703 525	744 273
Ecarts d'acquisition	852 310	832 470
TOTAL ACTIF IFRS	279 421 620	247 243 077

PASSIF IFRS

En milliers de DH

PASSIF IFRS	31/12/2015	déc.-14
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 046 594	2 745 648
Instruments dérivés de couverture		
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	51 176 027	33 142 978
Dettes envers la clientèle	178 255 021	161 268 876
Titres de créance émis	8 967 697	13 170 353
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	131 027	55 341
Passifs d'impôt différé	1 130 452	1 099 810
Comptes de régularisation et autres passifs	6 315 040	7 636 569
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	650 913	523 011
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	8 639 297	6 795 304
TOTAL DETTES	257 312 068	226 439 908
Capital et réserves liées	12 899 418	12 488 381
Réserves consolidées		
- Part du groupe	2 101 501	1 481 861
- Part des minoritaires	4 381 320	4 000 114
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	65 587	149 436
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires	6 996	-8 802
Résultat net de l'exercice		
- Part du groupe	1 955 535	1 943 864
- Part des minoritaires	699 195	748 315
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	22 109 552	20 803 169
TOTAL PASSIF IFRS	279 421 620	247 243 077

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts et produits assimilés	13 502 956	12 701 901
Intérêts et charges assimilés	-4 962 142	-4 959 094
MARGE D'INTERETS	8 540 814	7 742 807
Commissions perçues	2 290 577	2 247 263
Commissions servies	-339 423	-333 395
MARGE SUR COMMISSIONS	1 951 154	1 913 868
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	441 412	1 093 341
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	211 536	100 886
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	652 948	1 194 227
Produits des autres activités	1 044 522	1 022 668
Charges des autres activités	-372 633	-376 343
PRODUIT NET BANCAIRE	11 816 805	11 497 227
Charges générales d'exploitation	-6 261 222	-5 827 763
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-672 006	-666 100
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 883 577	5 003 364
Coût du risque	-1 439 956	-1 778 322
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 443 621	3 225 042
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	97 733	81 621
Gains ou pertes nets sur autres actifs	74 609	17 306
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RESULTAT AVANT IMPOTS	3 615 963	3 323 969
Impôts sur les bénéfices	-961 233	-631 790
RESULTAT NET	2 654 730	2 692 179
Résultat hors groupe	699 195	748 315
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 955 535	1 943 864
Résultat par Action (EN MAD)	10,90	10,8
Résultat dilué par Action (EN MAD)	10,90	10,8

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES

COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2014
Résultat net	2 654 730	2 692 179
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat		
Écarts de conversion	-1 354	-6 334
Actifs financiers disponibles à la vente	-66 695	56 831
- Ecarts de réévaluation	-66 695	56 831
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-68 049	50 497
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 586 680	2 742 658
Part du groupe	1 871 688	1 985 367
Part des intérêts minoritaires	714 993	757 291

Fidarc
Grant Thornton

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

KPMG

11, Avenue Bir Kacem
Soudis
Rabat

GRUPE BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 22.109.552, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 2.654.730.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank arrêtés au 31 décembre 2015, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 25 mars 2016

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Rachid BOUMPHRAZ
Associé

KPMG

Jamal SAAD EL-IDRISSI
Associé



BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2013 corrigés	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Changeement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2013 corrigés	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Opérations sur capital		384 203		-384 203				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			35 727			35 727		35 727
Dividendes				-717 829		-717 829	-337 936	-1 055 764
Résultat de l'exercice				1 943 846		1 943 846	748 315	2 692 161
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)					47 856	47 856	8 976	56 831
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)					-6 334	-6 334		-6 334
Avantages au personnel								
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)					41 522	41 522	8 976	50 497
Variation de périmètre				-18 092		-18 092	200 689	182 597
Divers				-120 620		-120 620	-124 903	-245 524
Capitaux propres clôture 31.12.2014 corrigés	1 794 634	10 693 747		3 425 707	149 436	16 063 524	4 739 627	20 803 152
Changeement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2014	1 794 634	10 693 747		3 425 707	149 436	16 063 524	4 739 627	20 803 152
Opérations sur capital		411 037		-411 037				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-788 651		-788 651	-452 274	-1 240 925
Résultat de l'exercice				1 955 535		1 955 535	699 195	2 654 730
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)					-82 495	-82 495	15 799	-66 695
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					-1 354	-1 354		-1 354
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					-83 849	-83 849	15 799	-68 049
Variation de périmètre (*)				-68 567		-68 567	83 181	14 614
Divers				-55 951		-55 951	1 983	-53 968
Capitaux propres clôture 31.12.2015	1 794 634	11 104 784		4 057 036	65 587	17 022 041	5 087 511	22 109 553

* Acquisition complémentaire BOA Groupe BDM, Maghrébaï et LCB

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de DH

	NOTE	31/12/2015	31/12/2014
Résultat avant impôts		3 615 961	3 323 969
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2,9	672 212	3 463 904
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		46 758	173 473
+/- Dotations nettes aux provisions	2,6	952 970	1 106 319
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	4,10	-97 733	-65 808
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		-822 557	-1 346 058
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement			
+/- Autres mouvements		-165 751	58 543
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements		585 900	3 390 373
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés		6 870 435	-2 073 872
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		-355 618	3 260 835
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-3 575 435	-6 036 643
Dont Flux liés aux autres opérations affectant les titres de transaction		-2 235 371	-4 059 340
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		-1 992 029	-4 488 481
Dont Flux liés aux autres opérations affectant les dettes sur titres Empruntés		-1 884 371	-4 355 730
- Impôts versés		-581 529	-806 052
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles		365 823	-10 144 213
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle		4 567 685	-3 429 871
+/- Flux liés aux Actifs Financiers Disponible à la Vente		-2 474 166	-732 356
+/- Flux liés aux immeubles de placement	4,11	-2 211 410	-187
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	4,11	-1 361 288	-849 669
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-6 046 864	-1 582 212
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		-667 738	-909 304
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		-2 947 262	1 844 774
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-3 615 000	935 470
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		-164 613	-252 118
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		-5 258 792	-4 328 731
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		11 215 740	15 544 470
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4,1	9 966 853	11 870 837
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		1 248 887	3 673 632
Dont Prêt et Emprunt de trésorerie JJ		489 872	791 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		5 956 947	11 215 740
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4,1	10 403 196	9 966 853
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		-4 446 249	1 248 887
Dont Prêt et Emprunt de trésorerie JJ		-2 877 349	489 872
Variation de la trésorerie nette		-5 258 792	-4 328 731
		31/12/2015	31/12/2014
Dividendes reçus	2,4	218 305	229 525
Dividendes versés	1,5	-1 240 925	-1 055 764
Intérêts perçus		12 290 029	12 489 250
Intérêts payés		3 366 255	-4 523 402

MARGE D'INTERETS

En milliers de DH

	déc 2015			déc 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	9 885 496	3 089 650	6 795 846	9 620 309	2 924 519	6 695 790
Comptes et prêts/emprunts	9 361 634	2 973 026	6 388 608	9 008 184	2 852 671	6 155 513
Opérations de pensions		116 624	-116 624		71 848	-71 848
Opérations de location-financement	523 862		523 862	612 125		612 125
Opérations interbancaires	887 565	916 517	-28 952	748 342	965 111	-216 769
Comptes et prêts/emprunts	623 683	877 403	-253 720	508 162	889 165	-381 003
Opérations de pensions	263 882	39 114	224 768	240 180	75 946	164 234
Emprunts émis par le Groupe						
Instruments de couverture de résultats futurs						
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux						
Portefeuille de transactions	1 341 654	955 975	385 679	1 252 489	1 069 464	183 025
Titres à revenu fixe	1 341 654	623 022	718 632	1 252 489	756 372	496 117
Opérations de pensions						
Prêts/emprunts						
Dettes représentées par un titre		332 953	-332 953		313 092	-313 092
Actifs disponibles à la vente						
Actifs détenus jusqu'à échéance	1 388 241		1 388 241	1 080 761		1 080 761
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS OU ASSIMILÉS	13 502 956	4 962 142	8 540 814	12 701 901	4 959 094	7 742 807

RESULTAT PAR SECTEUR OPERATIONNEL

En milliers de DH

	31/12/2015						31/12/2014					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Marge d'Intérêt	3 517 004	32 488	620 546	-17 635	4 388 411	8 540 814	3 163 049	49 612	719 859	-18 399	3 828 686	7 742 807
Marge sur commission	963 811	150 168	13 519		8 232 656	1 951 154	827 661	126 444	14 292		945 471	1 913 868
Produits nets bancaires	4 880 905	344 371	644 205	147 277	5 800 047	11 816 805	4 939 564	351 681	743 701	158 698	5 303 583	11 497 227
Charge générée d'exploitation et dotations aux amortissements	-3 037 457	-267 747	-218 765	-77 284	-3 331 975	(6 933 228)	-2 731 382	-245 162	-192 747	-87 142	-3 237 430	(6 493 863)
Résultat Brut d'exploitation	1 843 447	76 625	425 441	69 993	2 468 071	4 883 577	2 208 182	106 519	550 954	71 556	2 066 153	5 003 364
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-464 940	-48 930	-151 203	-16 773	-279 387	(961 233)	-229 409	-47 704	-124 596	-11 943	-218 138	(631 790)
Résultat Part du groupe	845 170	110 059	173 887	47 536	778 883	1 955 535	992 887	106 593	145 484	51 426	647 474	1 943 864

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

	31/12/2015						31/12/2014					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Total bilan	187 904 186	724 956	7 343 858	214 288	83 234 332	279 421 620	164 934 033	763 527	8 090 081	178 767	73 276 669	247 243 077
Éléments d'actif												
Actifs disponibles à la vente	2 141 161	107 685	17 265	20 365	4 560 096	6 846 572	1 569 636	132 554	17 166	21 026	3 151 045	4 891 427
Prêts et créances sur la clientèle	113 592 597	109	14 680 785		45 006 205	173 279 696	99 370 301	179	14 867 010		40 915 453	155 152 943
Actifs financiers évalués à la juste valeur	25 275 085	122 281	207		362 655	25 760 228	28 476 818	80 444	2 368		50 160	28 609 790
Placements détenus jusqu'à échéance	4 328 349				20 231 109	24 559 458	2 317 968				15 835 369	18 153 337
Éléments du passif												
Dettes envers la clientèle	121 110 279	2 616	1 107 886		56 034 240	178 255 021	109 986 007		1 225 018		50 057 851	161 268 876
Fonds propres	14 966 626	263 520	1 422 829	(35 622)	5 492 199	22 109 552	14 527 416	216 015	1 252 591	(41 433)	4 848 580	20 803 169

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	déc 2015			déc 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	1 575 303	164 300	1 411 003	1 498 023	135 079	1 362 944
- avec les établissements de crédit						
- avec la clientèle	1 125 822		1 125 822	1 046 050		1 046 050
- sur titres	196 168	97 622	98 546	165 947	96 320	69 627
- de change	253 313	66 678	186 635	286 026	38 759	247 267
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	715 274	175 123	540 151	749 240	198 316	550 924
Produits nets de gestion d'OPCVM						
Produits nets sur moyen de paiement	361 150	49 371	311 779	341 856	42 803	299 053
Assurance						



EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATEGIES DE COUVERTURE
MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank Of Africa a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, outre le Comité de Surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel et le comité de pilotage et de gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Le Pôle Risques Groupe, à travers le Management des Risques Groupe, la direction analyse des engagements, la direction surveillance des engagements assuré, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank Of Africa ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
 - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
 - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises au processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
 - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
 - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
 - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

Le Pôle Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank Of Africa, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le pôle est amené à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité d'Audit et de Contrôle Interne.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne « hors Retail » est déployé au niveau du réseau commercial et couvre différents segments bâlois.

Parallèlement, un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation a été développé et implémenté au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la Banque.

Enfin, une grille de score pour les MRE et professionnels a également été développée.

RISQUE DE MARCHE

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank Of Africa s'articule autour de deux axes principaux:

Limites

Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie. Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites a priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troïka.

Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank of Africa se décline comme suit:

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions;
- Les limites de transaction.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et se déclinent comme suit :

Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BMCE Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scénarios extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de forte croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêts mis en place par BMCE Bank Of Africa a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but, d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêts est le risque que l'évolution future des taux d'intérêts vienne réduire les marges provisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêts impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer au travers un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêts, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossesments actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

L'objectif prioritaire du Groupe BMCE Bank Of Africa au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I.). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), coordinateurs risques opérationnels et relais risques opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank Of Africa est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

STRESS TESTING

Le stress Testing consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et a pour objectif :

- De renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit ;
- Une meilleure allocation des Fonds Propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre le stress testing comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de stress test sont réalisés régulièrement en sus des reportings semestriels instaurés par le régulateur.

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

En milliers de DH

	31/12/2015			31/12/2014		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	4 746 066		4 746 066	4 014 284		4 014 284
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	4 235 874		4 235 874	2 789 392		2 789 392
Autres titres de créances négociables	510 192		510 192	1 224 892		1 224 892
Obligations	1 518 833		1 518 833	2 295 130		2 295 130
Obligations d'Etat	616 244		616 244	565 681		565 681
Autres obligations	902 589		902 589	1 729 449		1 729 449
Actions et autres titres à revenu variable	19 490 636		19 490 636	22 319 502		22 319 502
Opérations de pension						
Prêts						
- aux établissements de crédit						
- à la clientèle entreprises						
- à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	4 693		4 693	-19 126		-19 126
Instruments dérivés de cours de change	4 089		4 089	-19 703		-19 703
Instruments dérivés de taux d'intérêt	604		604	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
	25 760 228	0	25 760 228	28 609 790	0	28 609 790
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	1 999 324		1 999 324	2 696 353		2 696 353
Etablissements de crédit	1 999 324		1 999 324	2 696 353		2 696 353
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	47 270		47 270	49 295		49 295
Instruments dérivés de cours de change	47 270		47 270	49 295		49 295
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
	47 270	1 999 324	2 046 594	49 295	2 696 353	2 745 648



BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebank.ma

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En milliers de DH

	décembre-15	décembre-14
Titres de créance négociables		
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	4 112 360	2 737 896
Obligations d'Etat	2 833 016	1 957 528
Autres Obligations	1 279 344	780 368
Actions et autres titres à revenu variable	3 153 573	2 561 896
dont titres cotés	319 930	325 463
dont titres non cotés	2 833 643	2 236 433
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	7 265 933	5 299 792
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-419 361	-408 365
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-419 361	-408 365
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	6 846 572	4 891 427
dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		

PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Comptes à vue	5 630 176	3 923 290
Prêts	12 839 340	12 169 796
Opérations de pension	2 567 788	47 877
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	21 037 304	16 140 963
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-66 268	-68 353
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	20 971 036	16 072 610

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Comptes à vue	2 081 821	2 254 051
Emprunts	34 683 456	26 604 762
opérations de pension	14 410 750	4 284 165
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	51 176 027	33 142 978

PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Comptes ordinaires débiteurs	25 697 536	24 271 477
Prêts consentis à la clientèle	124 431 972	116 381 173
Opérations de pension	18 162 143	9 467 823
Opérations de location-financement	12 351 801	11 910 030
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	180 643 452	162 030 503
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-7 363 756	-6 877 560
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	173 279 696	155 152 943

VENTILATION DES CREANCES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Banque au Maroc	113 592 596	99 346 209
Services Financiers Spécialisés	14 680 785	14 867 010
Activités à l'international	45 006 206	40 939 545
Gestion d'actifs et Banque d'Affaires	109	179
Autres Activités		
Total en principal	173 279 696	155 152 943
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	173 279 696	155 152 943

VENTILATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Maroc	128 273 490	114 213 398
Afrique	41 111 803	37 560 208
Europe	3 894 403	3 379 337
Total en principal	173 279 696	155 152 943
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	173 279 696	155 152 943

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Comptes ordinaires créditeurs	100 028 015	89 254 191
Comptes à terme	40 871 554	35 948 532
Comptes d'épargne	21 017 845	19 993 183
Bons de caisse	4 666 140	4 488 643
Opérations de pension	2 481 744	3 246 264
Autres comptes créditeurs	9 189 723	8 338 063
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	178 255 021	161 268 876

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Banque au Maroc	121 110 279	109 986 007
Services Financiers Spécialisés	1 107 886	1 225 018
Activités à l'international	56 034 240	50 057 851
Gestion d'actifs et Banque d'affaires	2 616	
Autres Activités		
Total en principal	178 255 021	161 268 876
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	178 255 021	161 268 876

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
Maroc	122 220 781	111 211 025
Afrique	54 445 069	48 544 736
Europe	1 589 171	1 513 115
Total en principal	178 255 021	161 268 876
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	178 255 021	161 268 876

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	31 déc 2015			31 déc 2014		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	11 455 252	4 939 223	6 516 029	10 437 505	4 590 430	5 847 075
Terrains et constructions	2 860 401	112 969	2 747 432	2 036 095	454 328	1 581 767
Equipement, Mobilier, Installations	4 023 357	1 980 130	2 043 227	3 871 866	1 687 683	2 184 183
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	4 571 494	2 846 124	1 725 370	4 529 544	2 448 419	2 081 125
Immobilisations incorporelles	1 866 540	1 163 015	703 525	1 711 352	967 079	744 273
Logiciels informatiques acquis	1 423 019	930 976	492 043	1 045 026	563 703	481 323
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	443 521	232 039	211 482	666 326	403 376	262 950
Immeubles de placements	3 116 213	81 082	3 035 131	941 187	106 140	835 047

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	31-déc-15	31-déc-14
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	523 011	456 573
Dotations aux provisions	222 915	129 384
Reprises de provisions	-147 234	-45 024
Utilisation des provisions	57 128	-12 682
Variation des parités monétaires et divers	-4 907	-5 240
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	650 913	523 011

EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

	31/12/2015	31/12/2014
Capital (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	1 955 534 700	1 943 864 261
Résultat par Action (EN MAD)	10,90	10,83
Résultat dilué par Action (EN MAD)	10,90	10,83

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,50%	74,50%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	74,97%	74,97%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E



BMCE BANK OF AFRICA
ETATS DE SYNTHESE
COMPTES SOCIAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2015
www.bmcebank.ma

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2015	31/12/2014
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 699 639	1 485 051
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	24 495 193	19 189 919
A vue	3 100 756	3 277 067
A terme	21 394 437	15 912 852
Créances sur la clientèle	113 328 625	99 394 236
Crédits de trésorerie et à la consommation	39 141 837	36 332 382
Crédits à l'équipement	16 069 234	15 874 715
Crédits immobiliers	36 374 131	34 902 957
Autres crédits	21 743 423	12 284 182
Créances acquises par affacturage	25 429 973	28 818 673
Titres de transaction et de placement	25 429 973	28 818 673
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 325 413	3 917 123
Autres titres de créance	709 167	2 671 234
Titres de propriété	19 395 393	22 230 316
Autres actifs	1 877 269	1 817 097
Titres d'investissement	5 587 659	4 186 530
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 642 527	1 658 770
Autres titres de créance	3 945 132	2 527 760
Titres de participation et emplois assimilés	8 735 714	6 795 302
Créances subordonnées	195 461	198 777
Immobilisations données en crédit-bail et en location	464 103	465 661
Immobilisations incorporelles	4 418 365	2 221 952
Immobilisations corporelles	187 232 001	164 573 198

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	31/12/2015	31/12/2014
ENGAGEMENTS DONNÉS	18 830 322	15 707 834
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	940 029	1 010 948
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 805 370	5 135 737
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 643 050	2 475 877
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 361 412	7 051 626
Titres achetés à réméré	78 357	
Autres titres à livrer	2 104	33 646
ENGAGEMENTS REÇUS	8 331 036	6 069 533
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	8 089 828	5 880 341
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 773	30 773
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	210 435	158 419

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2014
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	10 822 117	10 802 567
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	705 261	545 344
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 378 909	5 388 763
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	490 961	566 720
Produits sur titres de propriété	489 124	417 379
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	942 600	825 886
Autres produits bancaires	2 815 262	3 058 475
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 447 786	5 284 035
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	802 951	928 694
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 779 179	1 739 036
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	547 152	641 689
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	2 318 504	1 974 616
PRODUIT NET BANCAIRE	5 374 331	5 518 532
Produits d'exploitation non bancaire	134 333	153 683
Charges d'exploitation non bancaire	48 713	55 594
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	3 262 976	3 028 121
Charges de personnel	1 455 087	1 352 126
Impôts et taxes	85 230	63 553
Charges externes	1 383 566	1 273 849
Autres charges générales d'exploitation	41	
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	339 052	338 593
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	1 734 984	2 154 539
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 283 564	1 585 000
Pertes sur créances irrécouvrables	373 676	459 926
Autres dotations aux provisions	77 744	109 613
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	1 160 482	1 020 745
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	733 941	649 959
Récupérations sur créances amorties	42 340	21 577
Autres reprises de provisions	384 201	349 209
RESULTAT COURANT	1 622 471	1 454 706
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPÔTS	1 622 471	1 454 706
Impôts sur les résultats	318 435	251 133
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 304 036	1 203 574

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES AU 31 DECEMBRE 2015

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les méthodes d'évaluation sont conformes à celles préconisées par le plan comptable des établissements de crédit

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

T1, Avenue Bir Kacem
Sousissi
Rabat

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR
ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE
PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE Bank » comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 22.410.398, dont un bénéfice net de KMAD 1.304.036, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE Bank » arrêtés au 31 décembre 2015, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 25 mars 2016

FIDAROC GRANT THORNTON

Rachid BOUMHRHAZ
Associé

KPMG

Jamal SAAD EL IDRISSE
Associé

En milliers de DH

PASSIF	31/12/2015	31/12/2014
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	31 244 236	16 381 512
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	31 244 236	16 381 512
A vue	8 527 146	1 284 814
A terme	22 717 090	15 096 698
Dépôts de la clientèle	121 205 803	110 102 437
Comptes à vue créditeurs	63 460 442	58 971 097
Comptes d'épargne	20 159 145	19 170 935
Dépôts à terme	31 043 262	26 758 529
Autres comptes créditeurs	6 542 954	5 201 876
Titres de créance émis	9 454 620	13 734 518
Titres de créance négociables	7 427 788	11 021 963
Emprunts obligataires	2 026 832	2 712 555
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	2 433 750	3 950 602
Provisions pour risques et charges	483 194	409 099
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	8 206 900	6 303 067
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	11 104 784	10 693 747
Capital	1 794 634	1 794 634
Actionnaires, Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	44	10
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 304 036	1 203 572
TOTAL DU PASSIF	187 232 001	164 573 198

ETAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2015	31/12/2014
(+) Intérêts et produits assimilés	6 575 131	6 500 827
(-) Intérêts et charges assimilés	3 129 281	3 309 419
MARGE D'INTERET	3 445 850	3 191 408
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION		
(+) Commissions perçues	1 131 043	1 031 764
(-) Commissions servies	213 808	222 188
MARGE SUR COMMISSIONS	917 235	809 576
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	358 569	993 937
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	92 069	86 205
(+) Résultat des opérations de change	292 469	211 126
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-27 076	7 801
Résultat des opérations de marché	716 031	1 299 070
(+) Divers autres produits bancaires	489 124	417 379
(-) Diverses autres charges bancaires	193 910	198 902
PRODUIT NET BANCAIRE	5 374 330	5 518 531
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	379 101	11 076
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	134 333	153 563
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	47 258	48 899
(-) Charges générales d'exploitation	3 262 977	3 028 123
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 577 529	2 606 148
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-880 960	-1 373 389
(+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-74 098	221 946
RESULTAT COURANT	1 622 471	1 454 705
RESULTAT NON COURANT		
(-) Impôts sur les résultats	318 435	251 133
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 304 036	1 203 572
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2015	31/12/2014
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 304 036	1 203 572
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	339 052	338 594
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		91 385
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	65 205	13 423
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions	380 555	109 035
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	63 644	45 791
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		250
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières		121
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	1 455	6 694
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 265 549	1 498 971
(-) Bénéfices distribués	789 639	717 854
(+) AUTOFINANCEMENT	475 910	781 117

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2014
Produits d'exploitation bancaire perçus	9 884 270	9 881 735
Récupérations sur créances amorties	42 340	21 577
Produits d'exploitation non bancaire perçus	134 333	153 683
Charges d'exploitation bancaire versées	5 502 164	5 732 078
Charges d'exploitation non bancaire versées	48 713	55 594
Charges générales d'exploitation versées	2 923 924	2 689 528
Impôts sur les résultats versés	318 435	251 133
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	1 267 708	1 328 662
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-5 305 274	-3 184 550
Créances sur la clientèle	-13 934 389	3 254 232
Titres de transaction et de placement	1 987 571	-382 505
Autres actifs	-60 172	-382 886
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	14 862 724	-9 064 995
Dépôts de la clientèle	11 103 366	7 499 152
Titres de créance émis	-4 279 898	1 958 058
Autres passifs	-1 531 270	-4 152 956
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	2 842 658	-4 456 450
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	4 110 366	-3 127 788
Produit des cessions d'immobilisations financières		3 984
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	95 103	71 284
Acquisition d'immobilisations financières	1 608 499	86 788
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	2 565 211	394 303
Intérêts perçus	514 412	571 616
Dividendes perçus	423 145	342 216
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-3 141 051	508 009
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
Emission de dettes subordonnées	1 903 833	882 070
Emission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés	868 921	946 924
Dividendes versés	789 639	717 853
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	245 273	-782 707
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	1 214 588	-3 402 486
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 485 051	4 887 537
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 699 639	1 485 051



CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2015	Total 31/12/2014
Comptes ordinaires débiteurs	1 216 564	1 230 836	2 037 317	1 271 325	5 756 042	4 747 487
Valeurs reçues en pension			2 554 737		2 554 737	45 210
Au jour le jour						
A terme			2 554 737		2 554 737	45 210
Prêts de trésorerie			4 539 650	934 661	5 474 311	4 100 656
Au jour le jour						
A terme			4 539 650	934 661	5 474 311	4 100 656
Prêts financiers		758 542	9 419 286		10 224 031	8 761 190
Autres créances	2 895 759	227 183		43 549	3 166 491	3 004 045
Intérêts courus à recevoir	2 908	1 568	13 120	1 624	19 220	16 382
Créances en souffrance						
TOTAL	4 115 231	2 218 129	18 564 110	2 297 362	27 194 832	20 674 970

CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2015	Total 31/12/2014
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	580 422	1 771 147	27 429 606	52 314	29 833 489	27 461 801
Comptes à vue débiteurs	544 439	1 771 147	16 282 102	41 204	18 638 892	17 053 584
Créances commerciales sur le Maroc	20 078		3 344 752	2 106	3 366 936	3 581 140
Crédits à l'exportation			545 927		545 927	331 211
Autres crédits de trésorerie	15 905		7 256 825	9 004	7 281 734	6 495 866
Crédits à la consommation				9 328 888	9 328 888	8 395 860
Crédits à l'équipement	3 584 875		12 301 604		15 886 479	15 642 922
Crédits Immobiliers			9 183 256	27 136 464	36 319 719	34 852 464
Autres crédits de trésorerie	233 702	18 260 237	391 276		18 885 215	10 547 433
Créances acquises par affacturage						
Intérêts courus à recevoir	28 593	130 200	320 477	237 357	716 626	756 595
Créances en souffrance	10 417	11 559	1 355 151	981 082	2 358 209	1 737 161
Créances pré-douteuses			75 443	191 308	266 751	401 251
Créances douteuses	10 369	141	1 032 182	148 601	1 191 293	575 064
Créances compromises	48	11 418	247 526	641 173	900 165	760 845
TOTAL	4 438 009	20 173 143	50 981 369	37 736 105	113 328 625	99 394 236

**VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT
ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR**

En milliers de DH

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs privés			Total 31/12/2015	Total 31/12/2014
		Emetteurs publics	Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	1 418 864	7 002 856	19 464 976	512 881	28 399 578	29 749 787
Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 938 416		6 938 416	5 489 415	5 489 415	5 489 415
Obligations	1 418 864	64 441	69 583	512 881	2 065 769	2 030 056
Autres titres de créance						
Titres de propriété			19 395 393		19 395 393	22 230 316
Titres non cotés	2 444 658	45 005	125 096	3 296	2 618 055	3 255 415
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations	2 025 839				2 025 839	1 000 146
Autres titres de créance	389 914				389 914	2 089 384
Titres de propriété						
Intérêts courus	28 905	45 005	125 096	3 296	202 302	165 885
TOTAL	3 863 522	7 047 862	19 590 072	516 177	31 017 632	33 005 202

CREANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTELE SOCIALE

En milliers de DH

	Crédits par décaissement	Crédits par signature	Total	provision pour crédits par décaissement
Créances pré-douteuses	289 846		289 846	23 095
Créances douteuses	1 939 431		1 939 431	748 138
Créances compromises	4 941 580		4 941 580	4 041 414
TOTAL	7 170 857		7 170 857	4 812 647

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

ACTIF	31/12/2015	31/12/2014
Instruments optionnels achetés	4 089	19 703
Opérations diverses sur titres	91 776	83 631
Débiteurs divers	560 921	366 480
Sommes dues par l'Etat	405 921	282 423
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	81 578	72 596
Comptes clients de prestations non bancaires		
Divers autres débiteurs	73 422	11 461
Valeurs et emplois divers	4 822	6 501
Comptes de régularisation	1 215 651	1 340 782
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	78 753	163 114
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	182 255	112 904
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	308 147	466 224
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	210 163	210 056
Produits à recevoir	1 468	38 151
Charges constatées d'avance	208 695	171 905
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs		
Autres comptes de régularisation	436 343	388 484
Créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	1 877 269	1 817 097

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	
Immobilisations incorporelles	995 354	116 028		1 111 382	529 693	117 587	647 280	464 102
Droit au bail	89 955	4 950		94 905				94 905
Immobilisations en recherches et développement								
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	905 399	111 078		1 016 477	529 693	117 587	647 280	369 197
Immobilisations incorporelles hors exploitation								
Immobilisations corporelles	5 272 089	2 449 183	36 843	7 684 429	3 050 137	221 308	5 382	3 266 063
Immeubles d'exploitation	1 097 202	17 180	2 311	1 112 071	310 382	20 909	950	330 341
Terrain d'exploitation	186 016		457	185 559				185 559
Immeubles d'exploitation - Bureaux	911 186	17 180	1 854	926 512	310 382	20 909	950	330 341
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions								
Mobilier et matériel d'exploitation	1 610 493	61 512	3 829	1 668 176	1 382 433	64 059	3 828	1 442 664
Mobilier de bureau d'exploitation	413 379	38 256		451 635	303 896	18 444		322 340
Matériel de bureau d'exploitation	175 656	5 377	3 792	177 241	158 340	6 479	3 792	161 027
Matériel informatique	904 877	12 488		917 365	837 202	32 920		870 122
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	19 634	2 263		21 897	9 130	2 957		12 087
Autres matériel d'exploitation	96 947	3 128	37	100 038	73 864	3 259	36	77 087
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 781 944	122 641		1 904 585	1 175 572	113 825		1 289 397
Immobilisation corporelles hors exploitation	782 450	2 247 850	30 703	2 999 597	181 750	22 515	604	2 03 661
Terrain hors exploitation	379 838	2 194 604	30 099	2 544 343				2 544 343
Immeubles hors exploitation	292 523	48 138	604	340 057	98 001	15 526	604	112 923
Mobilier et matériel hors exploitation	48 911	1 585		50 496	37 581	2 764		40 345
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	61 178	3 523		64 701	46 169	4 225		50 394
TOTAL	6 267 443	2 565 211	36 843	8 795 811	3 579 830	338 895	5 382	3 913 343

**VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION
ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT**

En milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 167 017	5 124 516	5 124 516			42 501
Obligations	168 871	168 871	168 871			
Autres titres de créance	380 742	380 742	380 742			
Titres de propriété	19 396 449	19 395 393	19 395 393			1 056
Titres de placement	360 451	360 451	360 451			
Bons du Trésor et valeurs assimilées	200 897	200 897	200 897			
Obligations						
Autres titres de créance	159 554	159 554	159 554			
Titres de propriété						
Titres d'investissement	5 594 605	5 587 659	5 512 034		75 624	6 947
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 642 527	1 642 527	1 580 844		61 683	
Obligations	3 477 947	3 471 000	3 457 059		13 941	6 947
Autres titres de créance	474 131	474 131	474 131			
TOTAL	31 068 135	31 017 632	30 942 007		75 624	50 503

CREANCES SUBORDONNEES

En milliers de DH

	Montant		Dont entreprises liées et apparentées	
	31/12/2015 Brut	31/12/2015 Provisions	31/12/2015 Net	31/12/2014 Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	190 859		190 859	194 160
Créances subordonnées à la clientèle				
TOTAL	190 859		190 859	194 160

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En milliers de DH

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
26/02/2015	matériel de bureau divers	1 290	1 290		129		129
23/03/2015	isaac & alenda	778		778	31 076		30 298
29/04/2015	matériel de bureau divers	1 702	1 702		170		170
03/06/2015	appartement yousoufia	877	219	658	1 880		1 222
15/06/2015	matériel de bureau divers	800	800		80		80
30/06							



DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 31/12/2015	Total 31/12/2014
Comptes ordinaires créditeurs		3 436	24 880	255 128	283 444	234 612
Valeurs données en pension	5 259 343	8 365 596		782 748	14 407 687	4 278 100
Au jour le jour	2 916 242	2 450 008			5 366 250	
A terme	2 343 101	5 915 588		782 748	9 041 437	4 278 100
Emprunts de trésorerie	3 710 000	4 356 390	4 406 240	2 446 817	14 919 447	10 159 470
Au jour le jour		3 028 507	182 625	372 994	3 584 126	1 595 494
A terme	3 710 000	1 327 883	4 223 615	2 073 823	11 335 321	8 593 976
Emprunts financiers	81 581		540 406	891 355	1 513 342	1 544 528
Autres dettes	9 820	399	34 803	45 022	68 089	
Intérêts courus à payer	21 888	30 741	12 094	10 571	75 294	66 713
TOTAL	9 082 632	12 756 562	5 018 423	4 386 619	31 244 236	16 381 512

DEPOTS DE LA CLIENTELE

En milliers de DH

	Secteur Public	Secteur Privé			TOTAL 31/12/2015	TOTAL 31/12/2014
		Entreprises Financières	Entreprises non Financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	1 167 099	731 355	14 568 437	45 237 556	61 704 447	56 389 337
Comptes d'épargne			38 353	20 696 987	20 735 340	19 484 747
Dépôts à terme	4 482 560	4 936 691	2 952 854	16 765 631	29 137 736	25 248 615
Autres comptes créditeurs	3 002 771	2 525 728	3 310 908	185 292	9 024 699	8 448 142
Intérêts courus à payer	43 633	41 047	103 262	415 639	603 581	531 595
TOTAL	8 696 063	8 234 821	20 973 814	83 301 105	121 205 803	110 102 437

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2014
ACTIF	31/12/2015	31/12/2014
Instruments optionnels vendus	9 253	11 279
Opérations diverses sur titres	414 092	2 251 953
Créditeurs divers	1 193 397	1 140 525
Sommes dues à l'Etat	598 259	559 114
Sommes dues aux les organismes de prévoyance	49 996	51 841
Sommes diverses dues au le personnel	181 879	162 670
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	3 599	3 588
Fournisseurs de biens et services	38 861	23 069
Divers autres créditeurs	320 803	340 243
Comptes de régularisation	817 007	546 844
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan		150 827
Comptes d'écart sur devises et titres	24 725	
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	73 406	90 551
Charges à payer et produits constatés d'avance	211 733	209 824
Autres comptes de régularisation	507 143	95 642
TOTAL	2 433 750	3 950 602

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2014	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2015
Provisions déduites de l'Actif:	5 356 292	1 327 120	1 114 549	-2 712	5 566 151
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 669		53		58 616
Créances sur la clientèle	4 192 992	1 283 564	733 941	1 683	4 744 298
Agios réservés	9 733				9 733
Titres de placements		43 556			43 556
Titres de participation et emplois assimilés	1 087 389		380 000	-4 388	703 001
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissement	7 509		555	-7	6 947
Provisions inscrites au Passif:	409 098	77 744	3 646	-3	483 193
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1 757		1 575		182
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	390 600	65 205			455 805
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	16 741	12 539	2 071	-3	27 206
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	5 765 390	1 404 864	1 118 195	-2 715	6 049 344

SITUATION DES CERTIFICATS DE DEPOT AU 31/12/2015

En milliers de DH

LIGNE	Caractéristiques					
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux	Mode de remboursement	Volume
CD BMCE	21/03/2014	21/03/2016	100	4,10%	Infini	705 000
CD BMCE	18/04/2014	18/04/2017	100	4,25%	Infini	420 000
CD BMCE	01/04/2014	01/04/2016	100	4,10%	Infini	60 000
CD BMCE	09/04/2014	09/04/2018	100	3,85%	Infini	65 000
CD BMCE	07/04/2014	07/04/2017	100	4,25%	Infini	443 000
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2017	100	4,20%	Infini	310 000
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2018	100	4,40%	Infini	170 000
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2019	100	4,55%	Infini	365 000
CD BMCE	08/05/2014	08/05/2017	100	4,15%	Infini	70 000
CD BMCE	08/05/2014	08/05/2019	100	4,50%	Infini	12 000
CD BMCE	13/05/2014	13/05/2016	100	3,90%	Infini	200 000
CD BMCE	15/05/2014	15/05/2017	100	4,20%	Infini	210 000
CD BMCE	27/10/2014	27/10/2016	100	3,35%	Infini	143 000
CD BMCE	11/11/2014	11/11/2016	100	3,35%	Infini	370 000
CD BMCE	19/01/2015	18/01/2016	100	2,85%	Infini	1 895 000
CD BMCE	19/01/2015	19/01/2017	100	2,95%	Infini	105 000
CD BMCE	04/02/2015	03/02/2016	100	2,85%	Infini	520 000
CD BMCE	04/02/2015	04/02/2018	100	3,10%	Infini	430 000
CD BMCE	09/03/2015	07/03/2016	100	2,80%	Infini	180 000
CD BMCE	27/04/2015	25/04/2016	100	2,95%	Infini	150 000
CD BMCE	08/10/2015	06/10/2016	100	2,94%	Infini	400 000
						7 223 000

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2014	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2015
Ecart de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	10 693 747	413 900	-2 863	11 104 784
Réserve légale	460 306			460 306
Autres réserves	5 327 023	413 900	-2 863	5 738 060
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418			4 906 418
Capital	1 794 633			1 794 633
Capital appelé	1 794 633			1 794 633
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	10	34		44
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 203 572			1 304 036
TOTAL	13 691 962	413 934	-2 863	14 203 497

DETTES SUBORDONNEES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur DH)
DH	1 000 000	1	4,38%	10 ans		1 000 000
DH	150 000	1	5,95%	Perpétuel		150 000
DH	850 000	1	3,95%	Perpétuel		850 000
DH	950 000	1	4,23%	Perpétuel		950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel		50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans		160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans		50 000
DH	790 000	1	5,08%	10 ans		790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans		154 500
DH	845 500	1	4,22%	10 ans		845 500
DH	626 000	1	4,74%	10 ans		626 000
DH	1 374 000	1	3,69%	10 ans		1 374 000
EUR	70 000	10,78	5,86%	10 ans		754 810
EUR	25 000	10,78	5,90%	10 ans		269 575

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	31/12/2015	31/12/2014
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	18 749 860	15 674 188
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	940 029	1 010 948
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	940 029	1 010 948
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	4 805 370	5 135 737
Crédits documentaires import	2 204 722	1 840 429
Acceptations ou engagements de payer	758 904	668 394
Ouvertures de crédit confirmés	1 350 790	2 322 282
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	490 954	304 632
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 643 050	2 475 877
Crédits documentaires export confirmés	606 302	32 356
Acceptations ou engagements de payer	4 347	4 186
Garanties de crédits donnés		
Autres cautions, avais et garanties donnés	3 032 401	2 439 335
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 361 411	7 051 626
Garanties de crédits donnés		
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	6 932 541	5 097 562
Autres cautions et garanties données	2 428 870	1 954 064
Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	8 120 601	5 911 114
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	8 089 828	5 880 341
Garanties de crédits	2 145 021	2 079 268
Autres garanties reçues	5 944 807	3 801 073
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 773	30 773
Garanties de crédits	30 773	30 773
Autres garanties reçues		

ENGAGEMENTS SUR TITRES

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	Montant
ENGAGEMENTS DONNES	80 461
Titres achetés à réméré	78 357
Autres titres à livrer	2 104
ENGAGEMENTS REÇUS	210 436
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	210 436

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

En milliers de DH

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Opérations de change à terme	23 271 896	16 670 787	17 383 899	9 980 955
Devises à recevoir	10 657 909	6 700 118	4 406 126	3 837 802
Dirhams à livrer	1 771 813	1 036 054	3 221 145	2 364 861
Devises à livrer	9 841 559	7 327 725	5 448 309	2 642 017
Dirhams à recevoir	1 000 615	1 606 890	4 308 319	1 136 275
Dont swaps financiers de devises		</		



BMCE BANK OF AFRICA

ETATS DE SYNTHESE

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2015

www.bmcebank.ma

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

En milliers de DH

BILAN	Montant
Actif	37 007 061
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	80 456
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 596 417
Créances sur la clientèle	6 457 679
Titres de transaction et de placement et d'investissement	4 260 570
Autres actifs	139 086
Titres de participation et emplois assimilés	5 281 994
Créances subordonnées	190 859
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
Passif	32 628 878
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	26 349 494
Dépôts de la clientèle	3 190 136
Titres de créance émis	2 026 832
Autres passifs	38 031
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	1 024 385
hors bilan	6 601 304
Engagements donnés	6 393 273
Engagements reçus	208 031

MARGE D'INTERETS

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts perçus	6 575 131	6 500 827
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	705 261	545 344
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 378 909	5 388 763
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	490 961	566 720
Intérêts servis	3 129 281	3 309 419
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	802 951	928 695
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 779 179	1 739 036
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	547 152	641 688

COMMISSIONS

En milliers de DH

COMMISSIONS	31/12/2015	31/12/2014
Commissions perçues	1 131 043	1 031 765
Sur opérations avec les établissements de crédit		169
Sur opérations avec la clientèle	444 409	367 607
Sur opérations de change	188 443	205 878
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	34 687	28 040
Sur produits dérivés		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	27 269	26 639
Sur moyens de paiement	308 911	286 131
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances	50 306	49 826
Sur autres prestations de service	77 018	67 474
Commissions versées	213 808	222 187
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change	129 718	126 248
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
Sur produits dérivés	4 591	5 276
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	1 778	19 444
Sur moyens de paiement	49 012	42 447
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	28 707	28 772

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2015	31/12/2014
Produits	2 626 818	2 852 596
Gains sur les titres de transaction	469 773	1 065 354
Plus-value de cession sur titres de placement	356 831	174 222
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement		
Gains sur les produits dérivés	952 418	1 188 156
Gains sur les opérations de change	847 796	424 863
Charges	1 910 787	1 553 526
Pertes sur les titres de transaction	111 204	71 417
Moins value de cession sur titres de placement	221 205	88 017
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	43 557	-
Pertes sur les produits dérivés	979 494	1 180 355
Pertes sur opérations de change	555 327	213 737
RESULTAT	716 031	1 299 070

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH

CHARGES	31/12/2015	31/12/2014
Charges de personnel	1 455 087	1 352 127
Impôts et taxes	85 230	63 553
Charges extérieures	1 383 607	1 273 849
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	339 052	338 593

RESEAU

En nombre

RESEAU	31/12/2015	31/12/2014
Guichets permanents	697	665
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	824	702
Succursales et agences à l'étranger	1	1
Bureaux de représentation à l'étranger	39	29

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

En milliers de DH

	Nombre de comptes		Montants	
	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2014
Titres dont l'établissement est dépositaire	9 840	10 480	2 209 807 585	1 955 865 090
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	83	68	90 090 939	78 929 048
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	1 304 036
Perte nette	
II- Réintégration fiscales	447 251
1- Courantes	128 816
Dons et subventions	6 336
Cadeaux	7 570
Charges non déductibles	22 065
Primes de jouets	1 625
Amortissement voitures non déductibles	8 946
Provisions pour risques généraux	65 205
Contribution à la cohésion sociale	17 069
2- Non courantes	318 435
Impôts sur les sociétés	318 435
III- Déductions fiscales	423 435
1- Courantes	423 435
Dividendes	423 435
2- Non courantes	
VI- Résultat net fiscal	1 327 853
Impôts sur les sociétés	318 435
VI- Résultat net fiscal	
Reprise sur provisions pour investissements	

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

En milliers de DH

I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 622 471
(*) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	128 816
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	423 435
(=) Résultat courant théoriquement imposable	1 327 853
(-) Impôt théorique sur résultat courant	491 305
(=) Résultat courant après impôts	1 131 166
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

En milliers de DH

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	93 138	613 945	614 068	93 014
B- TVA à récupérer	91 480	445 259	437 384	99 356
Sur charges	86 047	388 709	386 108	88 648
Sur immobilisations	5 433	56 550	51 276	10 707
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	1 657	168 685	176 684	-6 342

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 794 633 900 DH

VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10 DH

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		Exercice précédent	Exercice actuel		
A- Actionnaires marocains					
RMA WATANYA*	67 Avenue des FAR - Casablanca	53 814 091	53 559 056	29,84	29,84
SFCM	239, Bd Mohamed V	907 205	907 205	0,51	0,51
FINANCECOM	69 Avenue des FAR - Casablanca	10 705 347	10 705 351	5,97	5,97
CIMR	100, Bd Abdelmoumen - Casablanca	7 348 804	7 348 804	4,09	4,09
CDG **		15 186 872	17 138 328	9,55	9,55
MAMDA/ MCMA	16 Rue Abou Inane -Rabat	9 220 533	9 220 533	5,14	5,14
Personnel BMCE		2 620 016	2 355 167	1,31	1,31
SBVC et divers		27 997 360	26 565 784	14,80	14,80
TOTAL (1)		127 800 228	127 800 228	71,21	71,21
B- Actionnaires étrangers					
BES VIDA COMPANHIA					
DE SEGUROS SA		4 634 108	4 634 108	2,58	2,58
Banque fédérative du crédit mutuel		47 029 054	47 029 054	26,21	26,21
TOTAL		179 463 390	179 463 390	100	100

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 27 mai 2005			
Report à nouveau	10	Réserves légales	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	789 639
Résultats net de l'exercice	1 203 572	Autres affectations	413 943
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	1 203 582	TOTAL B	1 203 582

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH

	31/12/2015	31/12/2014	31/12/2013
Capitaux propres et assimilés	22 410 398	19 995 030	18 633 841
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	5 374 331	5 518 532	4 809 284
Résultat avant impôts	1 622 471	1 454 706	1 480 987
Impôts sur les résultats	318 435	251 133	372 362
Bénéfices distribués	789 639	717 854	592 229
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)			
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale	4	4	3
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 455 087	1 352 127	1 308 295
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4 909	4 955	4 883

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I- DATATION	
Date de clôture (1)	31/12/2015
Date d'établissement des états de synthèse (2)	11/03/2016
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

En nombre

EFFECTIFS	31/12/2015	31/12/2014
Effectifs rémunérés	4 909	4 955
Effectifs utilisés	4 909	4 955
Effectifs équivalent plein temps	4 909	4 955
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	3 158	3 052
Employés (équivalent plein temps)	1 751	1 903
Dont effectifs employés à l'étranger	49	34



VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

En milliers de DH

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	7 884 331	3 144 279	2 493 456	7 343 168	529 203	21 394 437
Créances sur la clientèle	27 095 179	6 589 152	9 258 492	24 096 110	26 468 371	93 507 304
Titres de créance	23 732 777	107 259	3 594 440	2 072 875	1 510 281	31 017 632
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé						
TOTAL	58 712 287	9 840 690	15 346 388	33 512 153	28 507 855	145 919 373
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12 558 208	5 276 912	3 819 791	763 682	298 497	22 717 090
Dettes envers la clientèle	6 324 166	5 385 077	16 514 828	2 819 191		31 043 262
Titres de créance émis	1 895 000	1 405 000	1 323 000	2 600 000		7 223 000
Emprunts subordonnés				2 024 385	4 000 000	6 024 385
TOTAL	20 777 374	12 066 989	21 657 619	8 207 258	4 298 497	67 007 737

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

En milliers de DH

CATEGORIE DE TITRES	31/12/2015	31/12/2014
Titres de participation	22 108	16 978
Participations dans les entreprises liées	423 435	349 216
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés	43 582	51 185
TOTAL	489 126	417 379

TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2015

	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION							
RADIO MEDITERRANEE	AUDIOVISUEL	708 260	210 000 000	33,73	70 827		70 827
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	GEST. DE LA PLACE FINANCIERE DE CASABLANCA	500 000	400 000 000	12,50	50 000		50 000
TANGER ZONE FRANCHE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	545 892	644 150 000	8,47	34 991		34 991
EMAT	STÉ HOLDING	44 828	8 047 300	55,71	30 355	30 355	
MAGSHORE	OFFSHORING	1 498	300 000	50,00	19 250	19 250	
FONCIERE EMERGENCE	PROM, IMMOBILIER INDUSTRIEL ET DE SERVICES	193 392	240 033 800	8,06	18 131		18 131
ECOPARC DE BERRECHID	STÉ D'AMÉNAGEMENT	120 000	55 000 000	21,82	12 000		12 000
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	GESTION MONETIQUE	109 984	98 200 000	11,20	11 000		11 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	FONDS D'INVESTISSEMENT	100 000	100 000 000	10,00	10 000		10 000
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	GEST.IM.TECHNO PARC	56 500	46 000 000	12,28	5 650		5 650
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C")	ETS FINANCIER	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	
MITC CAPITAL	GEST. FONDS MNF	4 000	2 000 000	20,00	400		400
STE RECOURS	STÉ DE RECOUVREMENT	3 750	2 500 000	15,00	375	375	
O TOWER	STÉ D'AMÉNAGEMENT	2 250	1 000 000	22,50	225		225
511 TITRES DE PARTICIPATION					264 174	50 950	213 223
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
BOA GROUP	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	437 662	90 489 465	74,97	2 935 301		2 935 301
BIH	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	144 839 000	144 839 000	100,00	2 119 710	207 300	1 912 410
STE SALAFIN	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	1 790 432	239 449 700	74,77	628 635		628 635
MAGHREBAIL	CRÉDIT BAIL	726 220	138 418 200	52,47	370 770		370 770
LITTORAL INVEST	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	26 000	2 600 000	100,00	450 000		450 000
LOCASOM	LOCATION LONGUE DURÉE	784 768	83 042 900	94,50	336 882		336 882
HANOUBY	DISTRIBUTION	76 486	16 767 900	45,60	121 815	121 815	
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	121 723	10 000 429 600 FCFA	32,38	136 006		136 006
BMCE CAPITAL	BANQUE D'AFFAIRES	1 000 000	100 000 000	100,00	100 000		100 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	BUREAU D'ÉTUDE	155 437	40 000 000	38,85	90 192		90 192
RIVAD ALNOUR (VAR)	HÔTELLERIE	3 000	300 000	100,00	78 357		78 357
MAROC FACTORING	FACTORING	450 000	45 000 000	100,00	51 817		51 817
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	TRAITEMENT DE L'INFORMATION	116 000	11 600 000	100,00	46 591		46 591
EUROSERVICES	ETS FINANCIER	3 768	4 831 000	78,00	40 630		40 630
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700		29 700
RM EXPERTS	RECOUVREMENT CRÉANCES	199 996	20 000 000	100,00	20 000		20 000
CONGOLAISE DE BANQUE	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	370 000	10 000 000 000 FCFA	37,00	75 751		75 751
ACMAR	ASSURANCES ET SERVICE	100 000	50 000 000	20,00	10 001		10 001
BMCE CAPITAL BOURSE	STÉ DE BOURSE	67 500	10 000 000	67,50	6 750		6 750
STE FINANCIERE ITALIE	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE	600 000	600 000 EURO	100,00	6 470	6 470	
BMCE CAPITAL GESTION	GESTION OPCVM	50 000	5 000 000	100,00	6 443		6 443
EURAFRIC INFORMATIQUE	SERVICE INFORMATIQUE	40 998	10 000 000	41,00	4 100		4 100
DOCUPRINT	STÉ DE SERVICE	50 000	5 000 000	100,00	19 000		19 000
BMCE ASSURANCES	ASSURANCES	15 000	1 500 000	100,00	3 025		3 025
IT INTERNATIONAL SERVICE	STÉ DE SERVICE INFORMATIQUE	3 100	31 000 EURO	100,00	334		334
EURAFRIC GED SERVICES	STÉ DE SERVICE	937	2 200 000	4,26	94		94
SONORMA	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	300	100 000	30,00	30		30
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES					7 688 406	335 840	7 352 566
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
PROPARCO	ETS CRÉDIT MULTI-NATIONAL	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	173 008		173 008
E.S.F.G.	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	923 105	207 075 338 EUR	0,45	171 928	159 851	12 077
E.S.I	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	467 250	500 400 000 EUR	0,93	148 002	134 973	13 029
UBAE ARAB ITALIAN BANK	ETS CRÉDIT/ÉTRANGER	63 032	159 860 800 EUR	4,34	71 430		71 430
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	STÉ D'INVEST EN CAPITAL À RISQUE	1 790	56 702 294	3,16	37 803		37 803
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	ETS CRÉDIT	6 000	150 000 000 USD	4,00	14 851		14 851
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	FONDS D'INVESTISSEMENT	107 500	300 000 000	7,17	10 750	3 906	6 844
MAROC NUMERIC FUND	FONDS D'INVESTISSEMENT	50 000	50 000 000	20,00	10 000	2 265	7 735
INMAA SA	SOCIÉTÉ DE SERVICE	53 333	20 000 000	26,67	5 333	2 323	3 010
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	30	175 621 000 USD	0,20	3 054		3 054
FONDS MONÉTAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	ETS FINANCIER	50	500 000 000 USD	0,05	2 970		2 970
FIROGEST	FONDS D'INVESTISSEMENT	2 500	2 000 000	12,50	250		250
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	GESTION DES FONDS DE GARANTIE	588	1 000 000	5,88	59		59
515 TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE					649 438	303 319	346 120
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	BANQUE D'INVESTISSEMENT	285 065	288 956 500	9,87	103 997		103 997
MUTANDIS SCA	FONDS D'INVESTISSEMENT	582 354	619 264 100	9,40	64 752		64 752
MUTANDIS AUTOMOBILE SCA	FONDS D'INVESTISSEMENT	592 451	630 000 000	9,40	65 874		65 874
ROYAL RANCHES MARRAKECH	PROMOT. IMMOBILIÈRE ET TOURISTIQUE	106 667	800 000 000	13,33	60 000		60 000
VIGEO	CONSEIL FINANCIER	24 000	11 965 940 EUR	4,01	5 176		5 176
SOGOPOS	STÉ D'AMÉNAGEMENT	46 216	35 000 000	13,20	4 622		4 622
LA CELLULOSE DU MAROC	PÂTE À PAPIER	52 864	700 484 000	0,75	3 393	3 393	
SMAEX	ASSURANCES ET SERVICE	16 900	37 500 000	4,51	1 690		1 690
FRUMAT	AGRO-ALIMENTAIRE	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	IMMOBILIER	12 670	19 005 000	6,67	1 267		1 267
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	10 000	60 429 000	1,65	1 000		1 000
MAROCLEAR	DÉPOSITAIRE CENTRAL	8 030	20 000 000	4,02	803		803
EXPERIAN MAROC	STÉ DE SERVICE	27 000	90 000 000	3,00	2 700	2 700	
GECOTEX	INDUSTRIE	5 000	10 000 000	5,00	500	500	
SOCIETE ALLICOM MAROC	INDUSTRIE	5 000	20 000 000	2,50	500		500
DAR ADDAMANE	ORGANISMES DE GARANTIE	9 610	75 000 000	0,64	481		481
STE IPE	EDITION ET IMPRESSION	4 000	5 440 000	7,35	400		400
SINCOMAR	AGRO-ALIMENTAIRE	494	37 440 000	0,13	49	49	
PORNET	SERVICE INFORMATIQUE	1 800	6 000 000	0,03	180		180
SWIFT	STÉ DE SERVICE	23	434 020 000 EUR	0,01	23		23
DYAR AL MADINA	CIE IMMOBILIÈRE	640	20 000 000	0,32	9		9
RMA WATANYA	ASSURANCES	5	1 796 170 800	0,00	2		2
RISMA	TOURISME	10	795 941 500	0,00010	2		2
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					318 870	8 593	310 277
COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS							
RYAD ENNOUR					471 643		471 643
BMCE IMMOBILIER					38 000		38 000
O TOWER					3 163		3 163
MARTCO					1 500	1 500	
SIÈGE G.P.B.M.					723		723
MAGSHORE					2 248	2 248	
ALLICOM MAROC					552	552	
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					517 828	4 300	513 528
TOTAL GÉNÉRAL					9 438 715	703 001	8 735 714

Sont assortis de la mention "Néant", pour l'exercice 2015, les états suivants :

- Etat des dérogations ;
- Etat des changements de méthodes ;

- Immobilisations données en crédit-bail, en location avec option d'achat et en location simple ;
- Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.